



MARRE D'ÊTRE DES BOUCS ÉMISSAIRES ! MARRE D'ÊTRE EXEMPLAIRES !

Les temps changent mais pas pour les fonctionnaires en général ni ceux de la DGFIP en particulier.

Fort de l'audit des Finances Publiques produit par la Cour des Comptes, le Ministre de l'action et des comptes publics n'a de cesse de dénoncer une gabegie d'argent public qu'il convient de stopper.

Curieusement il n'y inclut pas ni le CICE ni les exonérations de cotisations sociales mais préfère jeter une nouvelle fois les fonctionnaires en pâture à l'opinion publique.

Il recycle donc toutes les recettes éculées appliquées depuis 20 ans et restées sans effet sur le niveau de la dette publique bien au contraire :



Gel du point d'indice



Rétablissement du **jour de carence**



Suppressions d'emplois.



Pire, comme il convient d'innover, les fonctionnaires seront les seuls salariés de ce pays pour qui le **transfert des cotisations sociales sur la CSG** ne générera **aucun gain de pouvoir d'achat** mais au contraire **une perte**, le mécanisme de compensation proposé restant fixe alors que le montant prélevé au titre de la CSG augmentera à chaque gain indiciaire.

A la DGFIP, les personnels devront aussi absorber la quasi totalité des suppressions d'emplois de fonctionnaires : **1600 sur 1650 soit 97%** alors que nous représentons **moins de 6% des effectifs** de la Fonction Publique d'État.

C'est comme si, par exemple, l'on **rayait de la carte les départements** de la **Charente-Maritime et des Pyrénées-Atlantiques** ou bien des **Côtes d'Armor, des Landes et de la Vendée**.

C'est aussi comme si l'on supprimait **6 des 8 Directions du contrôle fiscal** (DIRCOFI) ou **5 des 9 Directions des services informatiques** (DISI).

Les choix sont clairs : en utilisant la DGFIP comme la variable d'ajustement du budget, le gouvernement considère que **la lutte contre la fraude et le contrôle de l'usage de l'argent public ne sont plus ses priorités.**

La Direction Générale vient de confirmer ces chiffres dans un communiqué d'une étonnante franchise.

Ainsi ces suppressions d'emplois étant « *compensées par des crédits immobiliers et informatiques* » le pire reste à venir puisque « **L'année 2018 sera cependant une année de transition, les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant vocation à se renforcer dans les années suivantes** ». Et pourtant, nous ne serons **plus que 100 709 ETP en 2018...**

C'est le **10 octobre** prochain qu'il faut **arrêter cette machine infernale** qui détruit nos emplois, nos vies de familles et le service public en laissant au bord du chemin les plus fragiles de nos concitoyens.

LE 10 OCTOBRE :

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE

POUR DIRE NON À CE PLAN SOCIAL

QUI NE DIT PAS SON NOM ;

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

pour refuser :

Le gel de la valeur
du point d'indice

Le rétablissement
du jour de carence

Les suppressions d'emplois

et exiger :

du pouvoir d'achat

l'arrêt des suppressions d'emplois
et des restructurations
incessantes

des moyens à la hauteur de notre
mission de service public